

Note préparée par

Dr. Bakary Sambe

Directeur de Timbuktu Institute –African Center for Peace Studies

Observatoire des Radicalismes et conflits religieux en Afrique

Timbuktu.institute@gmail.com

www.timbuktu-institute.org

Pour le Centre de recherches pour le développement international

Septembre 2016

Radicalisme religieux dans les pays du Sahel :

Enjeux sécuritaires et impact sur le développement

Le radicalisme religieux gagne du terrain en Afrique et sous plusieurs formes alors que les grilles d'analyse sont rarement renouvelées. Il est demeuré une croyance en un « islam africain » qui serait naturellement et durablement pacifique. Jusque récemment, les études sur l'islam sur le continent n'ont pas beaucoup intégré ni le caractère transnational des acteurs encore moins la mondialisation progressive du croire qui n'a pas épargné le continent et la région sahélienne en pleine mutation.

Dans la plupart des pays sahéliens, il y a eu à l'émergence d'une élite arabophone (Niger, Mali, Sénégal, Tchad, Nigeria etc) issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones considérés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance. Il s'installe un mythe dit de la « conscience islamique ». Ce mythe traverse toutes les sphères religieuses y compris les confréries soufies. Suite à la disparition des idéologies de gauche, il se constitue progressivement sur le continent, un véritable courant politique récupérant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme, voire djihadisme par concours de circonstances comme au Mali et au Nigéria. S'y ajoute que la désaffection par rapport aux courants confrériques traditionnels d'obédience soufie, trop marquée par ses accointances avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, oriente les jeunes, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant de plus en plus dans l'élite intellectuelle même dite « occidentalisée ». Une telle situation a conduit, paradoxalement, à une forme d'élitisation de l'extrémisme.

Cette radicalisation est devenue une préoccupation des Etats et des partenaires au développement à un moment où les solutions strictement sécuritaires semblent privilégiées notamment avec le phénomène terroriste.

Cependant tout un travail de conceptualisation et de réflexion approfondie reste à faire afin de mieux comprendre les tendances de cette radicalisation ainsi que les facteurs la favorisant, aux sources des actions violentes.

I- Qu'avons-nous appris sur les tendances dans le Sahel

Il s'est avéré que la radicalisation n'était pas seulement liée à la paupérisation ou à la marginalisation notamment dans les périphéries urbaines. On se dirige de plus en plus vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie, Tunisie et récemment au Maroc ou au Moyen-Orient, avec divers mouvements dans les campus des grandes villes. Ce nouveau courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (anti-américanisme, anti-occidentalisme etc). Cette nouvelle catégorie est largement renforcée par les laissés pour compte des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale, dans les faubourgs des grandes villes et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées.

Tous ces éléments constituent un véritable relai sociologique et idéologique de groupes comme AQMI et Almourabitoune, bien que d'après plusieurs observateurs ce soient des populations frontalières qui sont les plus exposées. Ainsi, des relais existent dans les milieux associatifs islamiques ou évangéliques (nouvelles églises et charités) sans surveillance particulière (Mali, Burkina Faso, Bénin, Sénégal) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif avec un prosélytisme passant par l'encadrement social des jeunes.

En plus, de nombreux pays du Sahel souffrent toujours d'une dualité du système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques ». Cela représente une véritable menace pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus non encore achevé de la construction des Etats. Le phénomène Boko Haram en est une illustration pour le cas du Nigeria. On oublie souvent qu'à la base de cette menace, il y a eu un problème éducatif.

Il y a une forte impression selon laquelle, nos Etats ne semblent pas encore saisir les enjeux d'une telle dynamique. Pour la plupart d'entre eux, ils n'ont jamais intégré cette dimension du religieux et de ses enjeux dans le cadre global d'une politique de sécurité.

Lors des différents échanges, la question éducative est revenue plusieurs fois en corrélation avec les politiques publiques en faveur des jeunes. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, attirent l'attention sur le danger d'un système éducatif dual avec un enseignement institutionnel géré par l'Etat et un autre parallèle qui lui échappe et qui s'ouvre aux influences saoudiennes, iraniennes et récemment turques sans parler des églises évangélistes développant des secteurs parallèles à l'action étatique. Cet ensemble de fait est non seulement source de troubles à moyen terme dans les centres urbains comme dans des régions rurales mais d'une fracture sociale (heurts interconfessionnels) donnant lieu à des Etats-Nations sans ciment national. Dans les

prochaines années, il est à craindre que le choc des extrêmes (Islamisme radical et christianisme évangélique) devienne source de tensions ethnico-religieuses notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Cameroun et dans une moindre mesure au Sénégal. Ces réseaux de solidarité confessionnelle se substituant aux Etats dans le travail social ne sont pas toujours sans lien avec des phénomènes mafieux allant du blanchiment d'argent au narcotrafic. Les cibles de telles politiques parallèles sont en grande majorité les jeunes en milieu urbain.

Des organisations comme le Centre de recherches pour le développement international devraient intégrer cet aspect dans le renforcement de la stabilité et l'accompagnement des Etats africains en agissant sur les orientations éducatives, les programmes favorisant une plus grande inclusion des jeunes laissés pour compte pour éviter un plus grand émiettement des structures sociales et les formes de violences qui se développent notamment aux périphéries des grands centres urbains.

Au regard de son enjeu et de sa corrélation avec l'expansion des idéologies djihadistes ou violentes, la question éducative mérite des programmes ciblés en faisant de la prévention par la socialisation le socle de la lutte contre les radicalismes religieux dans les décennies à venir.

Ainsi, avec les échecs répétitifs des approches strictement militaires, la lutte contre le terrorisme, en amont, par une politique de prévention par l'éducation, le renforcement des capacités, la résorption des inégalités et la promotion d'espaces de socialisation alternatifs au tout-religieux et aux surenchères ethnico-confessionnelles paraîtrait plus efficace que les formes de guerres asymétriques qui, généralement, surviennent bien après que les groupes terroristes se redéployent dans de nouvelles zones de non-droit pour menacer à nouveau des Etats fragilisés.

II- L'urgence de politiques publiques préventives de proximité

Contrairement aux idées reçues, le continent n'est plus à l'abri des nouvelles idéologies et doctrines religieuses usant de la violence sur fond d'un radicalisme fruit de frustrations politiques et économiques, d'inégalité de répartition des ressources, des conditions socio-économiques ne favorisant pas un cadre apaisé de gouvernance démocratique.

Les dernières évolutions dans le Sahel, les crises couvant dans de nombreux pays de la sous-région remettent à l'ordre du jour la nécessité d'appréhender le facteur religieux et son impact dans la marche des sociétés africaines sous toutes leurs dimensions. La religion et ses acteurs se substituent, progressivement, aux Etats et leurs démembrements notamment par l'absence d'une prise en charge de cette question dans les politiques publiques locales.

Il s'y ajoute que les facteurs socioéconomiques aggravent la situation de l'ensemble des pays de la région.

Dans cette configuration plus que complexe, les jeunes se considèrent, ainsi, comme « les premières victimes du sous-développement » et souffrant des effets de la « *mal gouvernance* » matérialisée selon les interlocuteurs, par « *les injustices dans le recrutement* »

pour emplois publics ». Au Mali, par exemple, dans des localités comme Boni¹, beaucoup de parents soutiennent que « les jeunes sont exposés au risque d'embrigadement » car, ils seraient « sensibles au gain facile » dans un contexte de grande morosité économique.

Les facteurs socioéconomiques sont encore plus nets pour ce qui est du cas du Niger. Ce pays où l'âge médian en 2015 était de 15,2 ans, présente toutes les caractéristiques d'un pays sahélien devant faire face aux problèmes que pose la démographie galopante dans un contexte de mal-développement et d'insécurité environnante. Dans ce pays où les disparités économiques sont criantes entre les régions, les analystes avaient tendance à se focaliser sur les prédispositions de certaines populations à basculer dans l'extrémisme suivant leur appartenance ethnique ou sociale. Mais à observer certaines données qui ont pu ressortir des différents échanges avec les populations notamment dans la région de Zender, on se rend compte du poids des facteurs socio-économiques.

Selon une enquête menée en juin 2015, il est nettement ressorti que les facteurs socioéconomiques dominent largement sur les autres considérations. Cette enquête révèle que *49% des jeunes interrogés estiment que l'inactivité et le chômage peuvent conduire à l'extrémisme et à la radicalisation* pendant que *77% pointent du doigt la pauvreté, la misère et la précarité* comme étant à la base de l'engagement dans les mouvements radicaux².

Dans des zones voisines du Nigéria, par exemple, et où le mouvement Izâla compte le plus de disciples et d'organisations caritatives à part Niamey, la radicalisation des jeunes sous influence wahhabite s'explique entre autres par les dysfonctionnements des politiques publiques et l'inefficacité de la coopération internationale. Les financements provenant de pays arabes sont appréciés des populations qui les jugent plus « utiles », plus « efficaces » et « accessibles » selon leur expression. Il y aurait même un hiatus entre la perception de cette « aide arabe » chez les partenaires internationaux et l'opinion qu'en ont les populations locales.

Dans le contexte urbain comme à Niamey et ses environs les « frustrations des jeunes sans emploi » feraient basculer plus facilement vers « le gain facile », le « fanatisme religieux par l'endoctrinement » selon les expressions des sondés.

Le constat est que dans les pays du sahel, il y a, paradoxalement, de manière générale une absence de politiques pour la jeunesse. Un tel constat est à lier avec la dimension économique et développementaliste de la question de la radicalisation fortement dépendante des facteurs socio-économiques qui se cachent, souvent, derrière les critères idéologiques et religieux. Lors des différentes interactions avec les acteurs de la région, il manquerait, d'après beaucoup de témoignages recueillis, des initiatives visant à favoriser le développement économique et social.

¹ Localité située à 883 km de Bamako dans la région de Mopti ; marquée récemment par la montée du Mouvement de Libération du Macina.

² - Enquête menée par une équipe de recherche de Center for Humanitarian Dialogue en juin 2015.

Les Etats, pris par la pression sécuritaire et les dépenses y afférant, ne semblent pas disposer des moyens suffisants pour appuyer les projets de développement de l'économie locale et, ainsi, offrir aux jeunes des perspectives d'emploi et de formation.

Cet enjeu appelle nécessairement à une attention particulière de la part des chercheurs, des décideurs, partenaires au développement comme le CRDI au regard de son intérêt particulier pour la paix, la stabilité propices au développement économique et social. La complexité et la sensibilité de la question de radicalisation au cœur des préoccupations des Etats et des organisations internationales exigent, une meilleure définition et compréhension des enjeux, la mise sur pied d'une méthodologie et d'une approche ciblées construites par des experts imprégnés des réalités et disposant de leviers efficaces et actifs au sein de la société civile et des acteurs politiques. La corrélation entre gestion sécuritaire, jeunes et urbanité a été plusieurs fois établie dans les différentes interventions.

Mais, il faudrait, d'abord un travail de conceptualisation et de révision nécessaire des paradigmes qui ont subi l'effet du temps et de l'évolution des sociétés africaines s'avère urgent au regard des derniers développements au Mali et en Centrafrique par exemple. Surtout que nombre d'indicateurs, dans plusieurs pays de la sous-région (crises politiques, fragilité socio-économique, conflits ethniques et régionaux latents) laissent apparaître des similitudes de trajectoires et de contextes socio-politiques avec les Etats déjà atteints par les phénomènes de radicalisation

C'est dans ce cadre qu'il faut, de manière collaborative, développer des outils (quantitatifs et qualitatifs) et des méthodologies ad hoc de veille et de suivi des phénomènes de radicalisation à mettre à la disposition des décideurs politiques et organisations internationales. Cette idée devrait nourrir des initiatives de prévention et de lutte contre le phénomène de la radicalisation pouvant conduire à des actions violentes comme le terrorisme et les autres phénomènes qui lui sont connexes tels que la criminalité organisée.

Afin de dégager des orientations pouvant accompagner l'action des opérationnels et des exécutants de différents projets dans le Sahel, il s'impose la mise en place d'un instrument collaboratif de recherche-action visant une compréhension plus globale d'un phénomène multiforme. Cela va nécessairement requérir, en vue d'actions appropriées et efficaces, une attitude scientifique pluridisciplinaire au regard de la complexité et de la nécessité de prendre en charge, dans les réponses aux crises, le caractère dynamique et évolutif des faits observés.

III- Perspectives et recommandations

Cette action autour des politiques sécuritaires s'inscrit dans le cadre plus global de la prévention des conflits avec une nouvelle donne sur la nature des conflits qui déstabilisent les Etats de plus en plus fragiles. La plupart des conflits actuels ont lieu à l'intérieur d'un Etat, prenant la forme de guerres civiles, de coups d'Etat ou de conflits transfrontaliers. Rebellions armées, trafics d'enfants et de drogue affectant les populations urbaines, revendications sécessionnistes, idéologies extrémistes,

contestations préélectorales ou postélectorales sont les manifestations les plus violentes de l'extrême fragilité démocratique et politique de la région.

Dès lors, les pays d'Afrique de l'Ouest sont exposés à un risque de déstabilisation généralisée et d'embrasement, par le mécanisme de jonction des tensions et de circulation des armes, de séparatisme, trafic de drogue (cocaïne en provenance d'Amérique latine en particulier) avec comme points d'appui les Etats fragiles (Guinée Bissau) et les zones transfrontalières sur lesquels la maîtrise étatique et le contrôle sont lâches. Avec la crise du Sahel (Mali, Niger, etc.), le risque de déstabilisation généralisée des pays sahéliens est réel, parallèlement à la menace terroriste qui s'étend en Afrique de l'Ouest.

Une jeunesse désœuvrée, comme ces catégories juvéniles ouest-africaines qui empruntent des pirogues pour aller en Europe au péril de leur vie, est une proie facile à orienter vers des buts non souhaités. Les villes secondaires qui, souvent, occupent les marges territoriales où se développent les contestations politiques, restent généralement atones et leurs jeunes désœuvrés sont les « clients » faciles des « vendeurs d'illusions » de toutes sortes.

C'est pourquoi, il sera nécessaire que de telles initiatives puissent intégrer un volet « action -médiation » s'appuyant, en les valorisant, sur les ressources socio-culturelles africaines favorables à l'éducation, à la citoyenneté et aux valeurs de démocratie et de tolérance. Sur ce type d'actions les municipalités et les concepteurs de politiques publiques locales doivent s'investir pleinement.

Au regard de l'ampleur du phénomène et de la difficulté qu'éprouvent les Etats, la communauté internationale et les partenaires techniques et financiers, les recommandations suivantes pourraient être formulées :

- Mener des études sérieuses sur la question de la radicalisation notamment au niveau des jeunes pour mieux comprendre ce phénomène impactant la sécurité et le développement de la région, mais aussi envisager une action plus ciblée en milieu urbain en relation avec les administrations locales.
- Encourager les échanges de meilleures pratiques et d'expériences en vue de l'élaboration de programmes de prévention et de lutte contre la radicalisation en coopération avec les Etats partenaires surtout dans le cadre de la coopération décentralisée (collectivités locales)
- Promouvoir et appuyer des programmes de sensibilisation et de modules de formation sectoriels à destination des personnels et des agences travaillant sur le développement ainsi que des administrations des collectivités locales et municipales confrontées quotidiennement à la question de la criminalité urbaine
- Impulser une dynamique collaborative impliquant la société civile et les organisations locales pour plus d'efficacité et de portée des actions menées

sur le terrain dans le cadre de la lutte contre la radicalisation dont certains aspects mériteraient d'être décentralisés.

- Revoir les procédures et les critères d'éligibilité aux financements de projets locaux par une politique de proximité dans le cadre de la lutte contre la radicalisation et de l'accès au financement de projets d'insertion professionnelle.
- Inscrire les initiatives de lutte et de prévention de la radicalisation dans le cadre des programmes portés par les collectivités locales, les administrations de proximité pour plus de coordination et d'efficacité sur le terrain.

Proposition d'une recherche ciblée sur les facteurs de radicalisation en milieu urbain :

Les derniers événements en Europe, les attentats de Paris, de Bruxelles ont démontré la complexité de la question terroriste et ont révélé l'implication des jeunes dans les processus de radicalisation et la fréquence des attaques en milieu urbain. Les attaques perpétrées à Ouagadougou mais aussi à Grand Bassam ont mis en exergue la généralisation de la menace en Afrique de l'Ouest. Les chercheurs et spécialistes de la question ont toujours admis que la menace pouvait venir de n'importe quelle couche sociale. Mais il a été noté que la plupart des auteurs sont des jeunes et résidant pour la plupart dans la périphérie des capitales, autrement dit la banlieue et ses environs.

Cette étude aurait pour but d'essayer de comprendre l'état de radicalisation des jeunes dans les banlieues et surtout d'en déceler les différents facteurs. Du coup, l'étude portera, d'abord, sur une couche importante de la population que sont les jeunes, et sur un territoire géographique qui fait partie des endroits les plus peuplés de nos différents pays, c'est-à-dire la ville et ses différentes banlieues.

A titre expérimental, l'accent pourrait être mis sur les communes environnantes des capitales ouest-africaines. Dans ces quartiers et villes, les enquêtes pourraient se faire sur les jeunes de collèges, des lycées, des élèves d'école coranique, des chômeurs, de toutes les personnes de jeunes âges habitant dans ses localités. En général l'étude se fixera comme objectif de comprendre la question de la radicalisation des jeunes dans les banlieues des grands centres urbains qui reste une question très peu étudiée mais très importante pour la compréhension du phénomène de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme.

L'intérêt d'une telle étude serait de pouvoir asseoir de réelles politiques basées sur des arguments scientifiques. Depuis des années, on avance des éléments jusqu'ici non vérifiés sur la radicalisation en milieu urbain. Cette étude permettra d'apporter des

réponses documentées, fiables et scientifiques sur la question. Les résultats de l'étude permettront aux pouvoirs publics de comprendre cette situation, et de prendre des mesures adéquates. Cette étude peut permettre aussi aux ONG ou les acteurs intervenants dans le développement, de mieux orienter leurs projets vers des cibles pertinents. Elle vise enfin à favoriser une plus grande écoute des jeunes habitants les quartiers périphériques et de recueillir leur perception des politiques publiques et des mesures sécuritaires afin d'aboutir à des solutions durables, concertées et inclusives.